

*Les subsides*

peut plus produire les richesses nécessaires pour mener à bien les programmes sociaux dont nous avons tous été si fiers jusqu'ici.

Monsieur le Président, nous entendons souvent le ministre des Finances (M. Lalonde) et d'autres nous parler de la reprise en cours et nous dire que tout va aller mieux. Il faut suivre les choses de près. Si l'on prend la Banque royale comme un indicateur, on constate qu'après une certaine reprise, nous avons atteint un palier et qu'une nouvelle descente s'amorce. Nous n'allons pas assister à une véritable reprise dans le pays, si ce n'est une anomalie provisoire d'une vingtaine ou une trentaine de mois, avant que nous ne commençons à voir les produits de nos richesses, de nos mines, de nos récoltes, et de nos raffineries, s'acheminer à nouveau vers les marchés mondiaux.

Il est intéressant de noter que nous avons consacré une si grande partie de notre aide à l'étranger et de nos compétences techniques et autres à la création d'usines compétitives dans les pays du Tiers Monde. C'est vraiment très généreux de notre part. Cependant, notre production primaire nationale doit soutenir la concurrence d'usines très modernes que nous avons créées dans les pays du Tiers Monde et d'autres pays en développement. La reprise ne sera pas facile car nous nous heurtons à bien des problèmes. Je ne puis concevoir, pas plus que les économistes auxquels je m'adresse, que nos matières premières puissent de nouveau être acheminées de façon régulière vers les marchés internationaux avant neuf à onze ans. Tant que les produits provenant de nos richesses naturelles ne seront pas à nouveau vendus sur les marchés internationaux, ou acheminés jusqu'aux usines canadiennes qui sont capables d'y apporter une «valeur ajoutée», nous n'assisterons à aucun mouvement des biens d'équipement. C'est la «valeur ajoutée» qui crée plus d'emplois. Tant que ce mouvement des biens d'équipement ne sera pas effectué on ne pourra pas s'attaquer au problème croissant de chômage que nous connaissons au Canada. Les chemins de fer, le bâtiment et certaines infrastructures comme le projet d'exploitation des charbonnages du nord-est entraînent des augmentations temporaires du nombre d'emplois. Ces infrastructures sont donc extrêmement importantes en période de difficultés économiques. Nous devrions avoir assez d'argent en banque pour investir dans ces infrastructures. Nous avons investi plus de un milliard de dollars dans les charbonnages du nord-est, mais tout ce que nous avons pu faire, c'est de permettre au Japon et aux autres marchés du monde de rivaliser pour obtenir le charbon métallurgique provenant de deux sources sur la même côte du Canada. Nous ne semblons pas capables de bien planifier, ni d'utiliser et de mettre en marché avec circonspection ce que nous avons. Nous ne faisons donc qu'accentuer nos problèmes.

Monsieur le Président, nous sommes dirigés par un gouvernement dont le ministre du Revenu s'acharne à détruire tous les nouveaux projets de prospection minière dans l'ouest du Canada. C'est pourtant dans ce secteur que sont tous les capitaux spéculatifs. Les investisseurs doivent avoir vraiment le goût du risque pour revendiquer un gisement, forer dans le roc, creuser des tranchées et aménager une mine susceptible d'être exploitée et de produire du minerai qui puisse ensuite être acheminé vers divers genres de raffineries. Le gouvernement s'attaque à ces investisseurs avant qu'ils puissent profiter des bénéfices qu'ils ont réalisés. Il les oblige à payer des impôts sur

leurs gains en capital lorsqu'ils exercent leur option relative à l'acquisition d'autres certificats. Cela ne fait que décourager l'ensemble de l'industrie et toutes les activités du même genre dans notre région du pays. Le gouvernement le fait de propos délibéré. Cette attitude interventionniste empêche tous les talents frustrés que nous avons au Canada de créer les richesses et de payer les impôts dont nous avons besoin pour financer notre économie. Monsieur le Président, nous avons vraiment perdu notre sens de l'excellence.

J'étais au Conseil des recherches de la Colombie-Britannique l'autre jour. Ses membres sont très frustrés. Ce sont des hommes et des femmes qui ont énormément de talents et de compétences. Ils ont effectué des recherches et mis au point les meilleures techniques du monde pour la réduction biologique du minerai afin d'obtenir du métal pur. Il a accompli une chose que les biologistes prétendaient impossible. Grâce à la lixiviation microbiologique du minerai, on peut obtenir du métal pur des résidus miniers et éviter le traitement au soufre. Nous n'avons plus à nous faire de souci concernant les moyens de nous débarrasser des déchets renfermant de l'acide sulfurique, voire même les risques de contamination qu'elle engendre. Ces spécialistes arrivent-ils à obtenir un cent du gouvernement fédéral pour les aider dans leur travail? Pas du tout. Pour obtenir l'argent dont ils ont besoin pour leur recherche, ils doivent vendre toute cette lixiviation et toute cette technologie au Mexique ou à la Suède.

Alors que je participais à cette tournée j'ai été informé de découvertes définitives dans le domaine de la préparation des œufs de poisson et du caviar. La formule reste là inutilisée, en attendant peut-être que les Japonais s'en emparent. Ce sont des cerveaux canadiens qui font ces découvertes. Faute de rendre déductibles les frais engagés aux fins de la commercialisation et de la recherche, nous décourageons de prendre des risques les gens qui savent ces choses-là et qui connaissent le marché. C'est un scientifique quelconque dans un laboratoire ou un bureau à Ottawa qui décide qui recevra l'argent et comment il devra le dépenser. C'est ainsi que nous empêchons le Canada de se développer.

Nous avons la politique énergétique nationale et toutes les sociétés de la Couronne. Nous avons maintenant Canagrex que toutes les régions de culture de tabac ont réussi à imposer. C'est maintenant un pontife de l'industrie du tabac qui est maintenant à la tête de Canagrex. Dans les régions de l'Atlantique, nous faisons main basse sur le secteur de la pêche, secteur qui a surtout souffert d'un manque de ressources financières pour préparer un poisson de qualité et le vendre sur le marché. L'autre soir, monsieur le Président, le ministre m'a dit de ne pas m'inquiéter, que les affaires sur la côte du Pacifique allaient s'arranger, étant donné que le gouvernement songeait à y dépenser 200 millions de dollars l'année prochaine et à prendre la direction d'une importante conserverie. Il existe deux sortes de pêches au Canada: celles de l'Atlantique et celles du Pacifique. Nous vendons tout ce que nous pêchons sur la côte du Pacifique. Certaines de nos petites conserveries se sont fait prendre à la suite de la découverte de bacilles botuliques dans des conserves de l'Alaska. Mais même si nos pêches n'ont rien de comparable à celles de l'Alaska, nous avons néanmoins réussi à vendre des produits d'excellente qualité.